

Communiqué de presse du Bureau fédéral du Plan

Bruxelles, 15/03/05

Plus d'information

Chantal Kegels (fr),
02/507.74.30
ck@plan.be
Jeroen Fiers (ndls)
02/507.73.85
jef@plan.be

R&D: Effets économiques de l'objectif de Barcelone et diagnostic pour la Belgique

Dans la foulée de la Stratégie de Lisbonne qui vise à faire de l'économie européenne l'économie de la connaissance la plus compétitive au monde, le sommet de Barcelone a fixé comme objectif pour l'Union européenne que 3% de son PIB soient consacrés à la recherche et au développement (R&D) à l'horizon 2010. Les 2/3 de ces 3% devront être financés par le secteur privé.

Le Bureau fédéral du Plan s'est intéressé aux conséquences de cet objectif pour les Etats membres et à sa faisabilité en termes de ressources humaines et financières, en Belgique et dans ses trois Régions. En 2001, dernière année pour laquelle la donnée est disponible, les dépenses de R&D de la Belgique se situaient à 2.17% du PIB, pourcentage supérieur à la moyenne européenne (1.98% pour l'UE15). Ce bon résultat s'explique par la forte croissance des dépenses belges de R&D depuis 1995. Cette même année, les entreprises finançaient 64.3% des dépenses totales de R&D, soit une part proche de l'objectif des 2/3.

Le Bureau fédéral du Plan publie le working paper 03-05 "European R&D strategy: impact and feasibility study for Belgium" qui évalue au niveau européen la stratégie des 3% via des simulations et la faisabilité de l'objectif au niveau belge.

L'objectif des 3%: conséquences positives mais différenciées selon les secteurs et les pays

Pour l'Union européenne dans son ensemble, l'exercice de simulation macroéconomique montre qu'atteindre l'objectif des 3% aura une influence fortement positive pour la croissance économique à long terme, le commerce extérieur, l'emploi et la productivité des pays européens.

Cependant, les conséquences seront moins favorables pour les secteurs relativement peu intensifs en R&D tels que ceux des métaux ferreux et non ferreux, des produits minéraux ou des produits métalliques. Ce résultat montre l'importance de faciliter la mobilité des facteurs de production d'un secteur d'activité à un autre et, à l'intérieur d'un même secteur, des postes de travail peu qualifiés vers des activités basées sur la connaissance.

En outre, les pays qui consentiront un effort relativement plus intense en R&D bénéficieront d'un impact économique positif plus important, notamment en termes de productivité. Au contraire, les Etats membres qui, comme la Belgique, ont déjà à l'heure actuelle une intensité en R&D relativement élevée, et qui feraient, relativement aux autres pays, moins d'efforts pour accroître leurs dépenses, verraient leurs avantages compétitifs s'amincir au sein de l'Europe. Par conséquent, ces simulations mettent en évidence l'intérêt pour la compétitivité du commerce extérieur intra-européen de la Belgique de conserver une productivité supérieure à la moyenne européenne, et donc de se fixer un objectif en termes de R&D plus ambitieux que celui de Barcelone.

L'objectif des 3%: atteignable pour la Belgique dans son ensemble mais les efforts actuels doivent être au moins maintenus

Il ressort de l'exercice de quantification que l'objectif des 3% semble être à la portée de la Belgique, pour autant que le rythme de progression des dépenses de R&D soit à tout le moins maintenu et de préférence renforcé d'ici 2010.

Le Bureau fédéral du Plan (BFP) est un organisme d'intérêt public. Le BFP réalise des études sur les questions de politique économique, socio-économique et environnementale.

Son expertise scientifique est mise à la disposition du gouvernement, du parlement, des interlocuteurs sociaux, ainsi que des institutions nationales et internationales.



Avenue des Arts 47-49
1000 Bruxelles
Tel: +32 2 507.73.11
Fax: +32 2 507.73.73
E-mail: contact@plan.be
<http://www.plan.be>

En effet, les taux de croissance annuels nécessaires des dépenses et du personnel affectés aux activités de R&D, facteurs indispensables pour atteindre cet objectif des 3%, sont légèrement supérieurs à ceux enregistrés entre 1993 et 2001, mais équivalents à ceux observés ces dernières années. De plus, la tendance observée en termes de nouveaux diplômés ne semble pas devoir constituer un boulet d'étranglement, même s'il convient de souligner la diminution de l'intérêt pour certaines vocations scientifiques qui peut, à terme, poser un problème pour quelques catégories de R&D.

Cette projection globalement positive doit cependant être nuancée pour le niveau régional. La Région flamande et la Région wallonne ont récemment adopté individuellement l'objectif des 3%. Cette cible semble être atteignable pour ces deux Régions, mais par contre les estimations indiquent que cela ne sera pas aisément le cas pour la Région de Bruxelles-Capitale qui possède une intensité en R&D inférieure à celle des deux autres Régions. En 2001, les dépenses de R&D des Régions flamande, wallonne et de Bruxelles-Capitale s'élevaient respectivement à 2.49%, 2.11% et 1.29% des PIB régionaux. Ce qui signifie que la Région de Bruxelles-Capitale devrait enregistrer un taux de croissance annuel moyen de 14% jusqu'en 2010 pour atteindre l'objectif. Il convient cependant d'interpréter prudemment ces ratios étant donné que le travail des navetteurs constitue une part importante du PIB bruxellois. En conclusion, il est important que les autorités fédérales et régionales organisent leurs efforts en étroite collaboration pour permettre à la Belgique dans son ensemble d'atteindre l'objectif européen.

L'objectif des 3%: pistes de recherches futures

Pour atteindre en Belgique l'objectif des 3%, dont 2/3 financés par le secteur privé, les entreprises doivent augmenter davantage leurs dépenses de R&D que ce qu'elles ne l'ont fait sur la période 1995-2001. Au-delà de cette étude, il serait donc intéressant d'analyser les facteurs influençant le comportement des entreprises en matière de R&D. Consacrer des ressources à la R&D est une stratégie des entreprises qui répond à un contexte macro-économique, réglementaire et fiscal et qui est soumise aux critères de rentabilité de toute décision d'investissement. Dans ce domaine, mieux cerner les déterminants de la localisation des centres de recherches des multinationales est particulièrement important pour un pays aussi ouvert que le nôtre, même s'il est déjà évident que la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée est certainement un des déterminants essentiels de cette localisation.

La publication

Working Paper 03-05 "European R&D strategy: impact and feasibility study for Belgium", B. Biatour, J. Fiers, S. Gilis, C. Kegels, F. Thiery, à consulter et télécharger sur www.plan.be